



Déclaration CGT Éduc'action au CTM du 20/09/2021

Ce comité technique ministériel est l'occasion d'étudier les conditions de la rentrée 2021.

Une nouvelle fois, cette rentrée se fait sous protocole sanitaire. Une nouvelle fois, nous devons constater le décalage entre les déclarations du ministre et la réalité vécue par les élèves, leur famille et les personnels. Il en est ainsi de la campagne de vaccination en lien avec les établissements qui ne semble pas démarrer sur de bonnes bases. De même, la campagne de tests demeure largement insuffisante dans le premier degré et inexistante dans le second.

À ce sujet, nous ne pouvons que condamner les modalités de recensement du statut vaccinal des élèves dans certains établissements. Il est inacceptable que des informations médicales soient recensées par des personnels non habilités et que se constituent des fichiers en dehors de tout cadre légal.

Par ailleurs, nous sommes toujours sans nouvelle de l'aide qu'est censée apporter le ministère et les préfectures pour améliorer l'aération des locaux : travaux dans les écoles et établissements, installation de capteurs de CO2 dans toutes les salles...

Ne plus nier ces problèmes est une chose mais ce que familles et personnels attendent ce sont des actes.

Quant au protocole dans sa globalité, nous ne pouvons que constater qu'après un an et demi de crise sanitaire, le non brassage des élèves à la cantine continue d'être, dans les faits, quasiment impossible. Au sujet de la politique du gouvernement sur la vaccination, la CGT Éduc'action fait sienne la position de sa confédération. Oui à la vaccination qui est une des solutions à crise. Mais celle-ci doit reposer sur la conviction et non sur la contrainte.

À ce titre, nous refuserons que des personnels de notre ministère soumis à l'obligation vaccinale se voient privés de leur salaire en cas de refus.

De même, nous attendons que le ministère propose des solutions urgentes pour l'organisation des PFMP des élèves soumis au passe sanitaire ou à l'obligation vaccinale.

Si offrir la vaccination à l'ensemble des habitants et habitantes de la planète est primordiale pour mettre fin à cette crise, ce qui veut dire un investissement massif des pays riches et la levée des brevets, à l'échelle de notre institution, l'effort doit être aussi réalisé sur l'amélioration des conditions sanitaires : créations de postes pour diminuer les effectifs par classe, embauche massive de médecins et infirmières et infirmiers scolaires, création d'une véritable médecine du travail, fourniture aux élèves et personnels de masques chirurgicaux plus sûrs que les masques « grand public » face au variant delta, rénovation des locaux etc.

Rien de tout cela n'est fait. Les problèmes de remplacements dans le premier degré sont, à ce titre, symboliques : plutôt que de créer les postes de remplaçant·es, le choix est fait de permettre à nouveau le brassage des élèves d'un même niveau.

Cette exigence d'un plan d'urgence pour l'Éducation n'est pas qu'une réponse à la crise Covid que nous vivons mais plus globalement à la crise que vit l'École après des années de sous-investissement.

Les conditions de rentrée, en dehors même du contexte sanitaire sont catastrophiques : classes sans enseignant·es dans le second degré, pénurie de remplaçant·es, non renouvellement de non-titulaires

malgré les besoins, manque d'assistantes sociales pour pallier les conséquences désastreuses de la crise sanitaire...

Les personnels sont épuisés et veulent une amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Ce qu'elles et ils souhaitent, ce n'est pas un agenda Grenelle qui s'échine à modifier en profondeur les collectifs de travail en multipliant les hiérarchies intermédiaires et les annonces managériales, contre leur volonté, pourtant affirmée à l'exemple des propositions sur la direction d'école.

Ce qu'elles et ils souhaitent, ce n'est pas qu'un président en campagne leur explique que les difficultés des écoles dans les quartiers populaires de Marseille viennent du fait qu'elles et ils n'ont pas été choisi-es par leur directeur ou directrice.

Ce qu'elles et ils souhaitent c'est qu'on leur permette de travailler en toute liberté et avec des moyens et non qu'on leur impose des guides de l'évaluation contraire à leur liberté pédagogique sous couvert d'un bac en contrôle continu qu'elles et ils savent parfaitement inégalitaire.

Ce qu'elles et ils souhaitent, ce sont des créations massives de postes et la reconnaissance salariale de leurs qualifications et de leur travail.

C'est pourquoi la CGT Educ'action n'a pas souhaité s'engager dans le plan de requalification de la filière administrative présenté par le ministère. Plan qui ne compense en aucun cas les suppressions massives de postes des dernières années, plan qui ne permet pas d'engranger une titularisation massive des personnels contractuels, plan, enfin, qui ne garantit pas à l'ensemble des personnels une hausse significative de leur salaire et l'accès au grade qui correspond en leur travail effectif.

De même, nous ne pouvons que considérer comme largement insuffisante la hausse de rémunération des enseignant-es, ironiquement présentée comme historique par le ministre. Et que dire de la grille de rémunération des AESH. Il s'agit certes d'un progrès, progrès insuffisant et vite relativisé par la hausse du smic mais qui ne répond absolument pas au problème des temps partiels imposés, aux conditions de travail un peu plus dégradés par la mise en place des PIALS et à la revendication d'un véritable statut de ces personnels pourtant pivots de la politique d'inclusion scolaire tant vantée par le ministre.

Ne parlons pas des AEd. Le silence de l'Institution à leur sujet en dit long !

Nous n'oserions pas parler de mépris, bien que les déclarations du ministre sur les familles pauvres dépensant leur ARS en écran plat, pourraient nous y inciter.

Face à la crise sanitaire, sociale et écologique, il y a urgence à investir massivement dans les services publics, en particulier dans la santé et l'École et rompre avec les politiques libérales de baisse des salaires et de hausse de la précarité.

C'est pour toutes ces raisons que la CGT Educ'action avec l'intersyndicale appelle les personnels à se mettre massivement en grève dans l'Éducation le 23 septembre et avec l'ensemble des salarié-es du privé et du public le 5 octobre.